

L'heure des bilans - Au Japon, l'ère Heisei s'est achevée : récit de trente ans de désillusions

lundi 6 mai 2019, par [MESMER Philippe](#), [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2019).

Rythmé par les catastrophes, le règne de l'empereur Akihito, qui a abdicqué le 30 avril, a été marqué par la montée des inégalités et de la précarité, sur fond de vieillissement démographique.

Sommaire

- [Apparente cohésion sociale](#)
- [Sous le signe des désastres](#)
- [Les Jeux à Fukushima](#)
- [Ajustements douloureux](#)
- [Opinion introvertie](#)
- [A la traîne des questions \(...\)](#)
- [L'apparition des « herbivores](#)

A chaque changement d'empereur, s'ouvre une nouvelle ère au Japon. C'est aussi l'heure des bilans. L'ère Heisei (« paix en devenir », 1989-2019), qui vient de s'achever avec l'intronisation de l'empereur Naruhito, 59 ans, restera dans l'histoire comme la fin d'une époque : celle de l'optimisme, qui avait animé une nation hyperproductive et innovante au cours de l'ère Showa (« paix éclairée », 1926-1989).

Hissé au troisième rang de l'économie mondiale en 1970, le pays sombrera, vingt ans plus tard, dans une crise multiforme - économique, sociale et identitaire. L'ère Heisei a donc été celle des désillusions et des inquiétudes. L'euphorie orchestrée de l'entrée dans l'ère Reiwa, le 1^{er} mai, signifie-t-elle que la page est désormais tournée ?

Un sondage du quotidien *Asahi Shimbun* est révélateur : 5 % des personnes interrogées estiment que l'ère Heisei fut une période « brillante », 42 % qu'elle fut « tumultueuse » et 29 % qu'elle fut synonyme de « stagnation ».

En effet, un rapport sur l'état du Japon, rédigé en 2018 par de jeunes fonctionnaires du ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) et diffusé sur Internet, portait le titre « Des individus inquiets et un Etat paralysé ». Téléchargé plus de 1 million de fois, ce texte reflétait le ressenti de beaucoup de trentenaires et de quadragénaires, appartenant à la « génération Heisei » : ayant grandi dans un pays dont l'économie languissait, sur fond de crise de l'emploi, ils ont l'impression d'être une « génération perdante ».

A l'orée d'une nouvelle ère, les Japonais sont donc travaillés par la nostalgie des succès passés - illustrée par la popularité de la série *Toto nechan* (« Ma grande sœur Toto »), diffusée en 2016 sur la chaîne nationale NHK, qui exalte les années 1960. Et peu adhérent à l'optimisme affiché du

gouvernement, leur faisant miroiter la manne des Jeux olympiques (JO) de 2020 à Tokyo ouvrant l'ère nouvelle.

Apparente cohésion sociale

Pour autant, le Japon reste l'une des économies les plus avancées du monde et il conserve une apparente cohésion sociale, enviable au regard des déchirements des démocraties occidentales. Le secteur des services est exemplaire, les infrastructures, comme la recherche, sont des plus performantes, l'espérance de vie demeure la plus élevée du monde (84,2 ans en 2018), et la criminalité, en baisse constante (915 000 crimes et délits en 2017, contre 2,8 millions en 2002), figure parmi les plus faibles.

Bref, le pays constitue une sorte de modèle de conservatisme libéral exempt, pour l'instant, d'un populisme virulent.

De 1986 à 1992, le Japon a vécu ses « années folles », il achetait le monde.

Les « Abenomics » - mesures mises en place en 2013 par le premier ministre Shinzo Abe jouant de la relance par la dépense publique en dépit d'un endettement frôlant les 230 % du produit intérieur brut (PIB) - ont permis une fragile embellie.

Mais des ombres obscurcissent l'avenir : le vieillissement démographique s'accélère (les plus de 65 ans représentent 25,7 % de la population, contre 12,2 % en 1990), les inégalités se creusent, l'impression d'appartenir à une vaste classe moyenne, en termes de statut social sinon de revenus, s'efface pour le plus grand nombre, les disparités de classes s'accroissent, le taux de pauvreté relative augmente, tandis qu'un sentiment d'injustice gagne la jeunesse, dont une partie se dérobe au travail en entreprise.

Photo : Riki Cook, 30 ans, nippon-américain, vit en reclus à Chiba depuis trois ans. Il a le sentiment de n'appartenir à aucun pays et craint l'échec. Les photos accompagnant cet article sont issues de la série « It felt safe here », documentant le quotidien des « hikikomori » et commencée en 2016 par la photographe vietnamienne Maika Elan (Maikaelan.com).

L'entrée dans l'ère Reiwa n'éveille guère l'espoir du début de l'ère Heisei. Depuis le succès mondial, y compris au Japon, de l'analyse du sociologue américain Ezra Vogel *Le Japon médaille d'or* (1979), le « miracle économique japonais » fascinait le monde. L'ère Heisei débutait en fanfare : ce que l'on appelait alors le « boom Heisei » était en réalité une « bulle spéculative » provoquée par la politique monétaire complaisante adoptée par le Japon sous la pression du G7.

Sous le signe des désastres

Avec un yen qui avait gagné 60 % de sa valeur par rapport au dollar, un indice Nikkei et un prix des terrains en ville au zénith, le Japon, emporté par le tourbillon de l'argent facile, allait vivre de 1986 à 1992 ses « années folles » : il achetait le monde (de Columbia Pictures aux chefs-d'œuvre de la peinture occidentale), et les consommateurs en délire s'offraient voitures de luxe et séjours pour shopping à Paris, Hongkong ou Hawaï.

C'était l'époque de tous les excès : des sushis ornés de paillettes d'or, des soirées arrosées des plus grands crus, et des clubs, comme le légendaire Juliana, à Tokyo, où des milliers de filles en look *bodycon* (pour *body conscious*, « moulant ») dansaient, en minijupe et chevelure déployée, des nuits

entières sur un podium.

La mort de l'empereur Showa (Hirohito, 1901-1989) avait toutefois assombri l'atmosphère. Le monarque avait été l'horizon de la vie de toute une génération, de la tragédie de la guerre au redressement. Le langage suranné de la cour, sur lequel trébuchaient les présentateurs de télévision, et les rappels d'une histoire que les jeunes connaissaient mal – des massacres en Chine des années 1930 à l'attaque surprise sur Pearl Harbor en 1941 et aux « *Tenno heika banzai !* » (« Vive l'empereur ! ») des soldats qui tombaient pour une cause perdue – replongeaient le Japon dans un passé oublié, noyé sous une prospérité nouvelle.

Photo : Après avoir travaillé dans une entreprise commerciale, Chujo, 24 ans, trop stressé, a finalement décidé de rester enfermé dans sa chambre.

Après avoir travaillé dans une entreprise commerciale, Chujo, 24 ans, trop stressé, a finalement décidé de rester enfermé dans sa chambre. MAIKA ELAN

Une page allait se tourner. Le Japon allait perdre ses illusions autant que son dynamisme : au triomphalisme succéda un sentiment d'inquiétude. Le séisme de Kobe en janvier 1995 (6 437 morts) et, deux mois plus tard, l'attaque terroriste de la secte Aum dans le métro de Tokyo (13 morts), puis, surtout, le tsunami de mars 2011 (18 457 morts et disparus), qui entraîna la catastrophe nucléaire de la centrale de Fukushima, ont placé l'ère Heisei sous le signe des désastres.

En faisant exécuter, en juillet 2018 – vingt-trois ans après l'événement –, les treize condamnés à mort de la secte Aum, le gouvernement a cherché à solder cette sombre affaire.

L'exercice s'avère autrement plus difficile avec le désastre de Fukushima. Si cette tragédie a été provoquée par une nature imprévisible, elle est aussi le résultat de l'imprévoyance coupable des autorités, de la complaisance de certains universitaires trop liés à l'industrie de l'atome pour oser la remettre en question, et enfin du souci de réduire les coûts de la compagnie d'électricité de Tokyo (Tepco), l'opérateur de la centrale située à 200 km au nord-est de la capitale. Ce que l'on surnomme ici le « village nucléaire », c'est-à-dire le lobby du nucléaire, s'est bercé de l'illusion d'avoir la technologie « la plus sûre du monde ».

Les Jeux à Fukushima

« Fukushima fut une trahison de l'héritage d'Hiroshima », estime le prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe (1994), l'une des grandes consciences de son temps. Huit ans plus tard, Tepco continue de se battre pour résoudre un drame qui s'est traduit par la fusion de trois réacteurs. Plus de 54 000 personnes sont encore déplacées, oubliées des pouvoirs publics qui proclament que la région autour de la centrale a été décontaminée.

A la gare de Fukushima, un panneau électronique affiche le compte à rebours des jours avant l'ouverture des épreuves des JO de 2020 dans cette région meurtrie, comme si la page avait été tournée. Pour le reste du pays, peut-être. Mais, sur place, le ressenti est différent. « Invoquer l'organisation des Jeux à Fukushima pour signifier que l'on peut rentrer chez soi, que les agriculteurs peuvent reprendre le travail aux champs, et les enfants jouer en plein air en toute sécurité, est inadmissible », proteste Aileen Mioko Smith, de l'organisation antinucléaire Green Action Japan.

La catastrophe de Fukushima reste la grande déchirure de l'ère Heisei. Elle a exacerbé l'importante mutation sociale.

Malgré la levée de l'interdiction d'accès aux zones rurales contaminées autour de la centrale et de ses trois réacteurs en fusion, seuls 23 % des évacués sont revenus. Les autres se méfient d'un Etat qui a déjà perdu en première instance cinq procès intentés par les victimes. Le 20 février, il a été condamné, avec Tepco, à verser 420 millions de yens (3,37 millions d'euros) à 125 évacués ayant porté plainte. Le mythe de la sécurité des centrales nucléaires est écorné, en dépit de l'active politique de diversion du gouvernement.

Photo : L'entreprise de Shoku Uibori, 43 ans, a fait faillite. Depuis sept ans, il reste enfermé dans sa chambre pour lire, et sort parfois faire des courses.

L'entreprise de Shoku Uibori, 43 ans, a fait faillite. Depuis sept ans, il reste enfermé dans sa chambre pour lire, et sort parfois faire des courses. MAIKA ELAN

La catastrophe de Fukushima reste la grande déchirure de l'ère Heisei. Elle a exacerbé l'importante mutation sociale engendrée par la récession durable provoquée par le dégonflement de la « bulle » : des milliers de PME faisaient faillite et des grandes industries chutaient, tandis que d'autres, qui avaient profité de l'argent facile pour se renforcer, résistaient.

Ajustements douloureux

Déstabilisée, l'économie n'a jamais retrouvé l'élan créatif des décennies précédentes, dont le baladeur de Sony et les consoles de jeux de Nintendo furent les symboles.

Souvent confrontés à des méthodes de gestion dépassées, les géants de l'électronique - Toshiba, NEC ou Sharp - perdirent pied, peinant face à la montée en puissance de rivaux sud-coréens, puis chinois, et passant à côté d'innovations majeures, comme le smartphone - inventé par l'américain Apple, avec un agrégat de technologies majoritairement nippones.

Le secteur bancaire subit une vaste réorganisation pour tenter de venir à bout des créances douteuses, et les poids lourds de l'automobile durent se tourner vers l'étranger pour trouver un nouveau souffle.

Les ajustements furent souvent douloureux. Quand Carlos Ghosn, magnat déchu de l'automobile, arriva à la tête de Nissan en 1999, il commença par supprimer 21 000 postes. Les restructurations frappèrent toutes les catégories sociales, mais plus durement les jeunes générations. Le Japon entra dans la précarité, favorisée par l'adoption de législations encourageant l'intérim, la contractualisation ou les contrats à durée déterminée. Alors que la majorité des salariés bénéficiaient de l'emploi à vie au début de l'ère Heisei, ils sont, aujourd'hui, à 40 % des précaires.

Au cours de cette ère, l'Archipel a, en outre, découvert la pauvreté. Aux sans-abri qui font désormais partie du paysage urbain, s'ajoute une indigence moins visible, relative, que filme Hirokazu Kore-eda dans *Une affaire de famille* (Palme d'or à Cannes en 2018), racontant le quotidien d'un foyer vivant de petits larcins. Dans un entretien accordé au quotidien *Asahi Shimbun*, en juillet 2018, le cinéaste jugeait « alarmant que la société ignore totalement ceux qui en sont réduits à la délinquance ».

Opinion introvertie

Sous une apparence stable et harmonieuse, la société japonaise peut être brutale pour les faibles. Selon une enquête gouvernementale publiée en mars 2019, 613 000 personnes âgées de 40 à 65 ans vivent en retrait complet de la société.

Ce comportement d'exclusion volontaire, nommé *hikikomori*, répandu chez les adolescents, s'est étendu aux adultes. Autre couche vulnérable : les personnes âgées solitaires. Chaque année, 80 000 meurent ignorées de tous.

« Beaucoup veulent désespérément conserver leur niveau de vie sans chercher à remédier à la montée des inégalités sociales. » Eisaku Ide, professeur d'économie

Les crises de l'ère Heisei ont ébranlé la confiance des Japonais en leur classe politique. L'expérience, guère concluante, de la première vraie alternance de l'après-guerre (2009-2012), conjuguée aux divisions d'une gauche affaiblie par le rétrécissement de sa base syndicale, a permis à la droite libérale démocrate (PLD) de retrouver son hégémonie.

Mais les électeurs se détournent des urnes : près de la moitié ne vote plus, et l'autre moitié privilégie la stabilité, ce qui explique le maintien au pouvoir de Shinzo Abe, premier ministre depuis 2012. « Beaucoup veulent désespérément conserver leur niveau de vie sans chercher à remédier à la montée des inégalités sociales », avance Eisaku Ide, professeur d'économie à l'université Keio de Tokyo.

Photo : Kazuo Okada, 48 ans, est « hikikomori » depuis sept ans. Avant de se replier dans sa chambre, où il lit et joue du piano jazz, il était employé.

Kazuo Okada, 48 ans, est « hikikomori » depuis sept ans. Avant de se replier dans sa chambre, où il lit et joue du piano jazz, il était employé. MAIKA ELAN

La maladresse – sinon l'incurie – avec laquelle les autorités ont géré la catastrophe de Fukushima a nourri les mécontentements. Et le Japon a renoué avec une sourde colère sociale. Loin des mouvements de masse violents de 1960 contre le traité de sécurité avec les Etats-Unis et de la révolte étudiante de la fin de cette décennie, de nouvelles formes de militantisme sont apparues : des petites ONG et associations ont mené des combats au niveau local, palliant souvent les carences des autorités. Des mouvements non structurés, mobilisés sur les réseaux sociaux, ont porté la contestation dans la rue – notamment à propos du nucléaire. Ils sont retombés mais pourraient reprendre inopinément.

Compte tenu des pressions du gouvernement sur les médias et d'une opinion souvent introvertie, « c'est le seul moyen de faire reconnaître une conscience citoyenne », estime Wakako Fukuda, jeune activiste qui fut l'une des fondatrices de Students Emergency Action for Liberal Democracy (Sealds) – dont le nom, en anglais, visait à avoir plus d'écho à l'étranger. Apparu en 2015, le mouvement s'est dissous l'année suivante, mais il mobilisa la jeune génération contre un projet de révision de la Constitution visant à élargir le champ d'intervention des Forces d'autodéfense : « Je ne pense pas que l'on ait changé grand-chose, mais on a encouragé les gens à s'exprimer. Et cela, ce n'est pas perdu », poursuit Wakako Fukuda.

A la traîne des questions sociales

Le Japon, société consensuelle ? Pas vraiment : il existe de multiples foyers de contestation largement ignorés de la presse nationale. De grands noms du monde intellectuel, tels l'écrivain Haruki Murakami ou le maître de l'animation Hayao Miyazaki – qui « refuse de faire des films avec une électricité d'origine nucléaire » –, font écho à leurs revendications pour défendre les valeurs sur lesquelles le Japon s'est reconstruit depuis la défaite de 1945. Ils soutiennent aussi des luttes opiniâtres, comme celles des habitants d'Okinawa (archipel où sont basés les deux tiers des 48 000 soldats américains déployés au Japon) qui s'opposent à la construction d'une nouvelle base militaire.

Le Japon est en retard sur la parité, les violences faites aux femmes, l'immigration, le mariage pour tous, l'environnement...

Ce nouveau militantisme n'empêche pas le Japon d'être à la traîne sur les grandes questions sociales qui taraudent les démocraties avancées : la parité, les violences faites aux femmes, l'immigration, le mariage pour tous, l'environnement...

Le mouvement LGBT a réussi à arracher à plusieurs municipalités la reconnaissance des unions homosexuelles, en dépit de l'hostilité du gouvernement. La mobilisation a aussi permis de faire avancer la cause des femmes dans ce pays où la classe dirigeante, à 80 % masculine et vieillissante, reste cantonnée sur des positions réactionnaires.

Les lois de 1986 et 1999 sur l'égalité d'accès à l'emploi et sur la parité forment un cadre légal longtemps resté lettre morte. Quant aux « womenomics » (mesures supposées « faire briller les femmes », lancées par M. Abe, que son conservatisme porte plutôt à soutenir la famille « traditionnelle »), elles n'ont guère porté leurs fruits.

Photo : Ikuo Nakamura, 34 ans, vit dans sa chambre depuis sept ans, suite à des désaccords avec ses amis à l'université. Il a perdu foi en l'humanité.

Ikuo Nakamura, 34 ans, vit dans sa chambre depuis sept ans, suite à des désaccords avec ses amis à l'université. Il a perdu foi en l'humanité. MAIKA ELAN

En 2018, les révélations sur les résultats d'examens d'entrée trafiqués par les universités de médecine pour en limiter l'accès aux femmes, et les dénonciations de harcèlements et de discriminations, témoignent d'une intolérance envers certains comportements, dans la ligne du mouvement #metoo - devenu en 2018 #wetoo, au Japon. « Par rapport aux années 1980, quand le concept de harcèlement sexuel a été introduit au Japon, le nombre de procès intentés et gagnés par les victimes a considérablement augmenté, preuve que ces comportements sont de moins en moins acceptés », constate la sociologue féministe Chizuko Ueno.

L'apparition des « herbivores »

Les médias se plaisent à faire des Japonaises l'avenir du Japon. Encore faut-il leur en donner les moyens. Or, leur situation ne favorise ni leur travail ni la maternité : conjugée à la précarité, elle dissuade les jeunes couples de se marier et d'avoir des enfants, ce qui n'est pas sans conséquence sur la démographie. Beaucoup d'hommes hésitent à fonder une famille, craignant de ne pas pouvoir assumer la charge d'un foyer.

L'apparition des « herbivores » - de jeunes hommes fuyant une relation suivie avec une femme parce qu'ils la jugent « pesante » - fait partie de ces phénomènes anecdotiques révélateurs d'une mise en marge volontaire.

Sans marquer la rupture avec le passé, comme le fut, dans les consciences, la fin de l'ère Showa, ressentie comme la fin de l'après-guerre, la tourmentée ère Heisei a contraint le Japon à interroger ses équilibres internes mais aussi sa place sur la scène mondiale et, plus généralement, son rapport à l'altérité.

Vieillissant, l'Archipel commence à s'entrouvrir à l'immigration - moins au nom de grands idéaux que sous la pression des entreprises confrontées à une pénurie de main-d'œuvre due à l'évolution démographique. Mais le Japon peine à se réinventer.

L'ambiguïté de la signification de *Reiwa* (« la belle harmonie », si l'on s'en tient à la traduction officielle, ou « l'harmonie ordonnée », si l'on insiste sur la nuance autoritaire que peut avoir le premier idéogramme formant ce nom) est révélatrice de l'ambivalence des réponses que le gouvernement entend donner aux attentes d'une société en mutation, mais sans boussole.

Philippe Pons

Tokyo, correspondant

Philippe Mesmer

Tokyo, correspondance

P.-S.

• Publié le 01 mai 2019 à 07h01 - Mis à jour le 03 mai 2019 à 16h28 :

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/01/japon-heisei-l-ere-des-desillusions_5456942_3210.html?xtmc=japon&xtcr=8